

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 19 AVRIL 2018

SOMMAIRE

- 1) **L'entêtement de l'Etat a un prix**
- 2) **Ils répondent aux critiques**
- 3) **Mise au point à venir**
- 4) **Les mensonges du chef...**



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Les opérations à Notre-Dame-des-Landes coûtent 300 000 euros par jour à l'Etat



Environ 3 000 membres des forces de l'ordre sont mobilisés sur zone depuis une semaine © AFP / Damien Meyer

Combien coûte le démantèlement d'une partie de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ? Jamais, depuis 1968, autant membres des forces de l'ordre n'avaient été mobilisés sur une opération de maintien de l'ordre en métropole. Et cela a un prix : trois millions d'euros depuis le début des opérations, lundi dernier.

Sur les 99 squats installés sur les 1 650 hectares de bocage que constitue la ZAD (zone à défendre) de Notre-Dame-des-Landes, 29 ont été démantelés dans les opérations de police et de gendarmerie menées depuis lundi dernier. **Jamais, depuis 1968, autant de forces de l'ordre n'ont été mobilisées** sur une opération de maintien de l'ordre en métropole.

Si les autorités refusent de communiquer sur les dépenses que représentent ces opérations, il est possible de faire une estimation. Et celle-ci s'élève à **300 000 euros par jour. Soit un coût total de 3 millions d'euros**, et 30 000 euros par zadiste expulsé.

Comment arrive-t-on à ce résultat ? Le premier poste de dépense est, de loin, le personnel : 25 escadrons de gendarmerie et 7 compagnies de CRS, **cela fait près de 3 000 militaires et policiers qui se relaient depuis plus d'une semaine à Notre-Dame-des-Landes**, mais aussi à Rennes et à Nantes. Coût de leurs indemnités journalières : 40 euros par tête, soit environ 120 000 euros en tout.

Il faut ajouter à cela les repas et l'hébergement, soit un peu plus de 150 000 euros par jour, et le matériel, un hélicoptère coûte 1 500 euros par heure de vol, pour un fonctionnement d'une heure par jour en moyenne. **Les munitions coûtent entre 30 euros et 50 euros pièce** selon le type de grenade, et les gendarmes en ont envoyé au moins 1 500 depuis le début de l'opération.

Plus difficile à évaluer, mais également à prendre en compte : **les coûts de déblaiement, les soins des gendarmes blessés, et à plus long terme les dégâts matériels ou la réfection des routes.** Ce qui permet d'arriver, au final, à cette facture de trois millions d'euros pour un retour à l'ordre toujours précaire.



II) "Insolents", "donneurs de leçon", "leaders d'opinion"... Plenel et Bourdin répondent aux critiques après leur interview de Macron

Les deux journalistes, qui ont interviewé Emmanuel Macron dimanche soir, ont été la cible de nombreux reproches sur les réseaux sociaux. "Je sais que toute la profession va nous tomber dessus. Et alors ? Je m'en moque", leur a répondu Jean-Jacques Bourdin lundi matin.



Jean-Jacques Bourdin et Edwy Plenel (à droite) arrivent au palais de Chaillot, le 15 avril 2018, à Paris. (FRANCOIS GUILLOT / AFP)



Critiqués par certains confrères, Jean-Jacques Bourdin et Edwy Plenel se défendent, lundi 16 avril, au lendemain de leur [interview d'Emmanuel Macron](#). Les échanges virulents entre les deux journalistes et le président de la République ont été très commentés sur Twitter, notamment par certains journalistes eux-mêmes choqués par le ton de leurs confrères.



"Toute la profession va nous tomber dessus"

Lundi matin, les deux intervieweurs se sont défendus sur [BFMTV](#). *"Ma fierté, c'est d'avoir cassé les codes de l'interview politique (...). Je sais que toute la profession va nous tomber dessus. Et alors ? Je m'en moque"*, explique Jean-Jacques Bourdin.

Ce qu'il faut dans une interview avec un président de la République, mais comme avec un leader de l'opposition, c'est ne pas être au service de l'interviewé mais poser les questions qu'on a envie de poser.

Jean-Jacques Bourdin sur BFMTV

L'intervieweur de BFMTV explique pourquoi les deux journalistes ont choisi de ne pas appeler Emmanuel Macron "monsieur le président" : *"Je ne vois pas pourquoi j'aurai cet acte déférent 'monsieur le président'."*

"Notre objectif, c'était de casser l'interview monarchique"

Même ligne pour Edwy Plenel : *"L'affichage 'pas de cravate', 'Emmanuel Macron', c'était dire 'on vous a élu, demain vous n'êtes plus président', on est pareil, on est égaux en dignité et en droit."*

Et le fondateur de Mediapart se réjouit : *"L'interview présidentielle en France est une interview monarchique. Notre objectif tout simple, c'était d'abord de casser ça (...). Je pense que si quelqu'un a des intervieweurs qui cassent les codes, il est meilleur ! Nous on fait notre job et lui, s'il aime ça, il est meilleur."*



III) Union de la gauche ou populisme ? La France insoumise hésite et se déchire



Par [Hadrien Mathoux](#)

Au sein du mouvement de Jean-Luc Mélenchon, deux lignes s'affrontent : quand les uns prônent l'union de la gauche en vue des échéances électorales, d'autres veulent faire de la France insoumise une force "populiste" qui

renoncerait à toute référence à la gauche.

Il est très rare que Jean-Luc Mélenchon soit agacé par une référence empruntée à François Mitterrand. C'est pourtant arrivé le 7 avril, lors de la première assemblée représentative de la France insoumise (LFI), à La Chesnaie-du-Roy, en plein cœur du bois de Vincennes (Paris). Le mouvement social des opposants à la réforme de la SNCF a eu une conséquence politique visible, qui a forcé le chef de file des Insoumis à réagir : d'Olivier Besancenot à Benoît Hamon, en passant par Pierre Laurent, les têtes d'affiche de la gauche se retrouvent dans les cortèges... et s'affichent bras dessus bras dessous avec les députés Insoumis François Ruffin et Eric Coquerel [sur la photo](#). De quoi faire ressusciter la fameuse "union de la gauche", qui avait permis à Mitterrand de prendre le pouvoir en 1981 ? Tout cela n'est pas du goût de Mélenchon, pourtant grand admirateur de "Tonton". Lui [a fustigé](#) la "gauche selfie" et tranché net : "L'unité comme prétexte à effacer les idées, c'est non."

Une telle sortie, loin d'être anodine, reflète le bras de fer qui est en train de se nouer au sein de la France insoumise, où deux lignes s'affrontent en interne. Pour certains, la meilleure stratégie est celle qui a déjà fait ses preuves dans l'histoire : les Insoumis doivent chercher des convergences avec de potentiels alliés à gauche, comme le Parti communiste (PCF), Génération.s, voire le PS et les formations d'extrême gauche.

Mais cette ligne ne convainc pas toute une mouvance, qui propose d'envoyer valdinguer le clivage gauche-droite ! L'idée serait de lui substituer une nouvelle manière d'envisager l'espace politique : pas à l'horizontale (gauche-droite), mais à la verticale. Le haut contre le bas, le peuple contre l'oligarchie. La France insoumise deviendrait, dans cette optique, un mouvement authentiquement "populiste" (le mot étant ici débarrassé de sa connotation péjorative), qui chercherait à agréger les suffrages d'actuels électeurs abstentionnistes, voire de soutiens du Front national.

Exit le drapeau rouge et l'Internationale

De nombreux proches de Jean-Luc Mélenchon sont convaincus par cette deuxième stratégie, qui a déjà été largement mise en oeuvre lors de la campagne présidentielle de 2017. Première étape du raisonnement : la nécessité d'abandonner l'imagerie traditionnelle de l'extrême gauche, perçue comme contre-productive. "Nous voulons arrêter de revendiquer sans arrêt les codes de la gauche radicale", exposait le député Adrien Quattenens [au JDD](#), considérant que "l'effet 'rassemblement de la gauche' est plutôt un repoussoir qu'une dynamique". Djordje Kuzmanovic, qui conseille Jean-Luc Mélenchon sur les questions de défense et d'international, est l'un des principaux tenants de cette stratégie populiste. Pour Marianne, il se fait incisif : "Toute une série de gens de gauche ont abandonné la réflexion sur l'accession et l'exercice du pouvoir pour se cantonner à une vision sans envergure de la politique, une posture de dénonciation, de témoignage. Cela consiste à tenir des discours

toujours plus extravagants, qui se posent en incarnations absolues de l'émancipation et du progrès humain." Et qui, si on suit Djordje Kuzmanovic, tiendraient la France insoumise éloignée de son objectif ultime : prendre le pouvoir.

Si le rejet est si violent, c'est parce que les partisans du dépassement populiste estiment que les codes traditionnels attachés à la gauche ont coûté cher à la France insoumise. Comme en témoigne cet extrait d'un [article du Comptoir](#), une revue en ligne favorable aux Insoumis, et qui défend inlassablement la fin de l'union de la gauche : "C'est au nom de l'humanisme, du droit-de-l'homme, du progressisme, de l'internationalisme et de l'Europe que la gauche a choisi d'attaquer Mélenchon." D'après cet éditorial, pour améliorer "le quotidien des petites gens", les Insoumis devraient définitivement abandonner cet "humanisme déclaratif, abstrait et bourgeois". Et renoncer à toute alliance avec les communistes, trotskistes, socialistes en rupture de ban et autres progressistes. "Les gens n'attendent pas que du vieux bois mort se rassemble pour faire le radeau de la méduse, qu'on ait une soupe de logos et une belle guirlande colorée", argumente Adrien Quattenens.

"Se débarrasser de ce boulet politique qu'est devenue la gôche (sic)"

Loin d'être un simple mouvement d'humeur, la pensée "populiste" découle d'une réflexion théorique poussée. Dans le sillage de penseurs comme Chantal Mouffe ou Ernest Laclau, dont les écrits ont été popularisés ces dernières années, mais également du philosophe Jean-Claude Michéa, de nombreux hommes politiques ont fait le constat de l'essoufflement du clivage droite-gauche. L'un des premiers à l'avoir acté est Iñigo Errejón, l'un des leaders du parti Podemos en Espagne. "La principale frontière qui divise nos sociétés n'est pas celle qui sépare les sociaux-démocrates et les conservateurs, mais celle qui sépare ceux d'en haut du reste de la société", expose-t-il au média en ligne [Le Vent Se Lève](#). "Ce reste de la société souffre du consensus néolibéral, des politiques technocratiques et des coupes budgétaires, appliquées tantôt par la gauche, tantôt par la droite." L'indifférenciation supposée entre centre-gauche et centre-droit une fois au pouvoir, voilà une thèse qui plaira à beaucoup d'Insoumis, qui se rêvent en parti représentant des classes populaires dans leur ensemble. "Le peuple, contrairement au peuple-de-gauche, n'est pas une abstraction, c'est une réalité sociologique, affirme [Le Comptoir](#). Employés, ouvriers, chômeurs, artisans, petits commerçants, petits fonctionnaires, retraités et étudiants précaires, voilà le peuple." Et quoi de mieux pour les convaincre, donc, que le populisme, qui serait "d'une rare efficacité lorsqu'il s'agit de se débarrasser de ce boulet politique qu'est devenue la gôche (sic)".

Concrètement, il s'agit d'abandonner les "grands discours théoriques" et politisés pour se concentrer sur les sujets du quotidien. "Plus qu'une question programmatique, le populisme est une méthode, nous explique Kévin Boucaud-Victoire, journaliste au [Comptoir](#). Comment s'adresser à un nouveau public qui n'a pas les codes de la gauche, avec quelque chose de plus rassembleur que le marxisme, le drapeau rouge et l'Internationale". Autre volonté appuyée : mettre au second plan les sujets "sociétaux", qui auraient été "surinvestis par la social-démocratie pour faire oublier aux gagnants de la mondialisation qu'elle avait abandonné le social", d'après

Djordje Kuzmanovic. La visée finale, évidemment, est sociologique et donc électorale. "Le populisme, c'est la gauche radicale qui essaie d'aligner la France de Johnny à celle de Booba, les classes populaires de la France périphérique à celle des banlieues", théorise Kévin Boucaud-Victoire.

"Arrêter de se boucher le nez devant chaque revendication populaire qui ne serait pas de gauche"

Cela n'a pas échappé aux partisans du populisme : le "peuple" qu'ils invoquent vote aujourd'hui largement à l'extrême droite, ou boude les urnes. D'après [les données d'Ipsos](#), lors de la présidentielle de 2017, 29% des employés et des ouvriers se sont abstenus au premier tour. Parmi ceux qui ont voté, 37% des ouvriers et 32% des employés ont déposé un bulletin Marine Le Pen. Autre statistique qui confortera les tenants du nouveau clivage : 37% des électeurs qui se définissent eux-mêmes comme "ni de gauche, ni de droite" ont voté pour la candidate frontiste. C'est bien plus que pour Emmanuel Macron (17%) et Jean-Luc Mélenchon (16%). Et la conclusion est limpide : si le réservoir de voix pour les Insoumis se situe parmi le "peuple", cela implique forcément qu'il faudra séduire un électoral en grande partie conservateur. De là à épouser ses thèses ? "Il s'agit d'un combat fondamental entre démocratie et oligarchie", argumente Iñigo Errejón au [Figaro Vox](#). "Et ce combat peut rassembler beaucoup de gens qui s'associent traditionnellement aux valeurs de la droite, ou à des valeurs conservatrices, mais qui commencent à percevoir qu'il n'y a rien à espérer des élites traditionnelles de leurs pays." Lui-même n'hésite pas, incidemment, à parler de "divorce entre le pays réel et le pays officiel", ou "d'élite cosmopolite", et à clamer que le populisme doit récupérer des symboles comme "la nation", "l'ordre" ou "le mérite".

Djordje Kuzmanovic revendique de "ne pas s'interdire de parler à qui que ce soit, si on veut prendre le pouvoir, atteindre les 51% de la population". Lui est justement chargé de faire la promotion des idées insoumises auprès de catégories sociales traditionnellement marquées à droite : les militaires ou les catholiques. En août dernier, lors de l'université d'été de LFI à Marseille, le porte-parole de Jean-Luc Mélenchon a fait un détour par la Sainte-Baume, pour y participer à un débat organisé par ... le diocèse de Toulon-Fréjus, où il faisait notamment face à Christophe Billan, alors président de Sens Commun. "Je suis allé sur leurs bases à eux, en critiquant le libéralisme. Dans la Bible, le petit Jésus a l'air de préférer les pauvres aux riches ! A la fin, beaucoup de gens sont venus pour prendre contact avec moi."

De cette expérience, Kuzmanovic tire un constat plus général : "Pour convaincre certaines personnes, cela implique d'aller sur le terrain de l'antilibéralisme, de la souveraineté, du patriotisme, des valeurs qui peuvent d'ailleurs être éminemment de gauche." L'éditorial du [Comptoir](#) va plus loin, appelant à "arrêter de se boucher le nez devant chaque revendication populaire qui ne serait pas de gauche", et même à "essayer de comprendre certaines demandes, notamment celles de l'électorat du FN".

Tensions dans la France insoumise

C'est bien là le problème, pour tous ceux qui s'effraient d'un tel renversement populiste. En récupérant des valeurs d'habitude associées à la droite, en faisant des appels du pied à un électoral conservateur, en accordant des entretiens à des médias "de l'autre rive", les "populistes"

braquent les partisans de l'union des gauches. "Ce qui pose problème à nombre de membres de La France insoumise, c'est de constater que Politis ou Libération sont plus mal vus au sein de la direction de leur mouvement que Causeur ou la revue Limite", synthétise le politologue Gaël Brustier dans Slate. C'est justement au magazine Politis que la députée LFI Clémentine Autain a accordé [un entretien](#) le 7 février dernier. En rupture avec la stratégie solitaire de Jean-Luc Mélenchon, elle y appelle à "agrèger plus encore pour bâtir l'alternative à Macron". Et en creux, se dresse contre la stratégie populiste : "Une chose est de dire : on range les drapeaux rouges, c'est passé de mode. Une autre est de donner le sentiment qu'on jette dans les poubelles de l'histoire les acteurs et héritiers du mouvement ouvrier. Si le neuf doit dominer, l'histoire ne peut être balayée d'un revers de la main, et si l'on vise la constitution de majorités, aucune voix éprise de rupture sociale et écologiste ne peut manquer." Ces fortes réserves ont causé de sérieux remous au sein de la France insoumise, et Clémentine Autain, issue du PCF et du mouvement Ensemble !, serait de plus en plus isolée au sein du groupe de députés LFI.

Certains sympathisants s'avouent franchement hostiles à un élargissement de la France insoumise qui irait au-delà de la gauche. C'est le cas de Jérémie Ferrer-Bartomeu, professeur d'histoire à l'université de Nanterre, qui suit de près les débats des Insoumis. "Le tournant populiste est une impasse, juge-t-il. Mélenchon est en train d'appauvrir la ligne de LFI. Il n'y a plus d'instance de consultation et de débats." Le chercheur s'inquiète surtout des nouveaux interlocuteurs récurrents des Insoumis, qu'il juge infréquentables : "Ils cherchent des alliés très à droite, la revue Limite, Natacha Polony, Olivier Berruyer (fondateur du site Les Crises, ndlr). Ce sont des signaux inquiétants." Les partisans inquiets de l'union des gauches observent également de près les choix éditoriaux du Média, la webtélé fondée [par des proches de Jean-Luc Mélenchon](#). Récemment, l'essayiste Natacha Polony et le candidat à la présidentielle François Asselineau y ont été invités. L'économiste hostile à l'Union européenne Jacques Sapir a pris publiquement la défense de la web-TV. Autant de personnalités emblématiques du "dépassement populiste" pour les uns... et considérées comme infréquentables par les autres.

La crainte d'une jonction vers le FN

La ligne de fracture la plus évidente entre les deux camps est ainsi celle sur laquelle s'écharpent depuis plusieurs mois Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon. Partisan de l'union de la gauche, Jérémie Ferrer Bartomeu fustige le fait que "les signaux envoyés par les Insoumis pour les élections européennes ne s'adressent pas à un électeur de gauche. Eux disent : 'nos buts convergent, on veut se débarrasser de la techno-structure européenne, peu importe si c'est avec le Front national.'" Et du côté des "populistes", Djordje Kuzmanovic répond que "ceux qui prétendent pouvoir appliquer leur très beau programme antilibéral dans le cadre des traités européens prennent les gens pour des imbéciles". On mesure le fossé. Un nouvel exemple en a été donné très récemment, puisque Benoît Hamon a choisi de soutenir l'intervention française en Syrie, quand Jean-Luc Mélenchon s'y est totalement opposé.

La grande peur des militants d'une union de la gauche, qui analysent la politique à partir du clivage classique, est en fait que le tournant populiste de la France insoumise ne soit qu'une manière de camoufler une sorte de jonction des extrêmes : en somme, la France insoumise essaierait tant de répondre aux attentes d'un électeur tenté par le FN qu'elle en viendrait à furieusement ressembler au parti de Marine Le Pen. "Le problème de la stratégie de LFI, c'est qu'elle marche vite pour élargir son socle électoral, mais que pour aller plus loin, la transformation en Mouvement 5 étoiles (M5S) est la seule issue possible", tranche Jérémie Ferrer-Bartomeu. L'historien fait référence à la situation politique italienne, où le M5S, impossible à situer précisément sur l'échiquier droite-gauche, a fini premier des élections législatives... mais pourrait s'allier avec la Ligue, formation de droite dure, afin de gouverner. En Espagne, c'est Podemos, formation dont les cadres viennent de la gauche radicale, qui a expérimenté la stratégie populiste. Iñigo Errejón, son plus ardent défenseur, tient à distinguer les populismes "identifiés comme démocratiques ou progressistes" des "constructions populistes réactionnaires". Quand les premiers estiment que le peuple "repose sur une adhésion civique renouvelée de manière permanente", les seconds "se réfèrent à une forme d'identité essentielle et figée dans l'histoire". Une nuance pas forcément évidente pour le grand public, tout comme la stratégie populiste dans son ensemble. Difficile d'imposer une telle manière de voir la politique quand le clivage droite-gauche structure encore très largement les mentalités... "C'est là qu'est le défi politique, concède Djordje Kuzmanovic. Le but, c'est de montrer que le rôle de l'Etat, le rejet des politiques ultralibérales et le sens de l'universel peuvent parler à tout le monde". Aux partisans de Benoît Hamon, comme à ceux de Marine Le Pen. Il y a du boulot.



IV) Les mensonges sanglants de M. Macron

[Hervé Kempf \(Reporterre\)](#)



M. Macron a exprimé dimanche 15 avril une position sans concession sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes. S'appuyant sur un apparent bon sens et sur de fausses évidences, son discours est viscéralement mensonger. Et dangereux.

Dimanche soir 15 avril, le président de la République, Emmanuel Macron, a répondu longuement aux questions de Jean-Jacques Bourdin, de BFM, et d'Edwy Plenel, de Mediapart. Quelques minutes de ce long échange ont été consacrées à Notre-Dame-des-Landes. Vous pouvez en [lire le décryptage complet ici](#). Ses propos, loin de contribuer à un apaisement nécessaire, annoncent une volonté de recourir encore davantage à la force. Mais les arguments de M. Macron sont très mal fondés, pour ne pas dire mensongers. Décryptage.

- « Alors que le projet a été abandonné, les gens continuent à protester. » Non, les zadistes ne protestaient pas après l'abandon du [projet d'aéroport en janvier](#). Au contraire, ils s'en sont réjouis, et depuis, [se tournaient vers l'avenir](#) en développant les projets de toutes natures, à base agricole, qui ont été lancés tant bien que mal depuis des années. Ce contre quoi ils se défendent maintenant, c'est contre l'opération militaire qui crée le désordre sur ce territoire.
- « On a voté un référendum local ». Non, il n'y a pas eu de référendum, et le président de la République, gardien des institutions, devrait le savoir mieux que quiconque. Il y a eu consultation. La différence ? Un référendum est une convocation du peuple souverain, dont la décision, exprimée par le vote, s'impose avec la force de la loi. Une consultation, eh bien, c'est une consultation : on prend l'avis des gens, mais sans que cela ait de conséquence juridique. De surcroît, cette consultation sur le projet d'aéroport était biaisée dans son principe, puisqu'elle ne concernait que les habitants de la Loire-Atlantique, alors que l'aéroport, dit « du Grand ouest » concernait les régions de Pays-de-Loire et de Bretagne, dont les habitants auraient dû participer à la consultation. Si cela n'a pas été fait, c'est parce que les dirigeants de l'époque sentaient bien que le résultat serait négatif.
- « Pourquoi les gens qui étaient à la ferme des Cent Noms depuis dix ans, ils n'ont jamais voulu créer une de ces formes là ? » [forme collective d'exploitation agricole]. Mais parce que c'était impossible ! Pendant toutes ces années, le territoire et ses habitants étaient en lutte contre le projet d'aéroport et devaient faire face à des menaces récurrentes d'opérations policières. Cela n'aurait eu aucun sens de former un dossier officiel qui aurait été évidemment refusé puisque les terres devaient être occupées par un aéroport.
- « Je vais avoir moi un projet alternatif, je vais aller m'installer dans votre salon... » Cet apparent bon sens est foncièrement malhonnête, puisque les habitants de la Zad occupent des terres publiques, qui n'ont aucune destination précise depuis plusieurs mois. Il n'y a pas ici d'atteinte à la propriété privée.
- Le point d'orgue de la supposée démonstration mérite d'être cité en long : « Et pour nos concitoyens les plus modestes, le retraité, la personne qui paye ses impôts, qui paye pour avoir une maison, qui paye son loyer, paye dignement ses impôts, et l'agriculteur qui paye ses terres... vous pensez que je peux maintenant aller lui expliquer : "Il y a des gens qui ont une idée formidable, une idée fumeuse, ils payent pas les terres, se conforment à aucune règle, produisent du

- lait sans aucune règle... Les règles de santé publique, c'est pas les leurs, ils ont un projet alternatif, c'est formidable, on paye plus rien, il n'y a plus de règles". *Je peux les regarder en face ?* »
 - La ficelle est trop grosse : diviser les gens, les petits, qu'ils se jalourent, qu'ils se haïssent entre eux. De la part de celui qui a encore allégé l'impôt sur les grandes fortunes, invoquer l'égalité devant l'impôt est d'un cynisme achevé. Mais ne doutons pas que cela puisse marcher. Il faut donc démonter cet argument.
 - D'abord, il est fort probable que vu la façon de vivre très sobre des habitants de la Zad et leurs faibles revenus monétaires (c'est un choix pour beaucoup d'entre elles et d'entre eux), ils ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu.
 - Ensuite, s'il s'agit de faire payer les impôts, pourquoi ne pas avoir envoyé 2.500 gendarmes contre la multinationale Amazon — entre autres — qui a longtemps pratiqué une évasion fiscale faramineuse ? Ce n'est que récemment qu'un compromis a été [trouvé avec l'administration fiscale](#), qui reste d'ailleurs secret, et ne nous dit pas ce qu'a effectivement payé Amazon. On attend donc la même férocité de M. Macron à l'encontre de tous ceux qui pratiquent l'évasion fiscale pour un montant évalué par les experts à 60 milliards d'euros par an.
- « *La République, c'est permettre des projets alternatifs, nous en avons sur le terrain avec des gens sérieux.* » Ah bon ? De quoi s'agit-il ? En matière agricole, la situation empire au contraire, avec des difficultés énormes à l'installation des jeunes paysans, avec un système verrouillé par les chambres d'agriculture et la FNSEA, qui privilégient l'agrandissement des exploitations existantes, avec une politique par exemple contraire [au pastoralisme](#) ou remettant en cause [les aides aux territoires défavorisés](#).
- « *Je crois à l'égalité.* » Une croyance radicalement contredite par sa politique fiscale. 46 % des gains liés aux baisses d'impôts engagées par Emmanuel Macron et son équipe iront vers les 10 % les plus riches, [a relevé l'OFCE \(Observatoire français des conjonctures économiques\)](#).
- « *Une soixantaine de gendarmes ont été blessés lors des évacuations.* » C'est exact. Les plus gravement atteints l'ont été par l'explosion d'une grenade explosive dans leurs propres pieds, à la suite d'une mauvaise manipulation, le lundi 9 avril — une information sur laquelle les autorités maintiennent un secret pesant. De même qu'elles laissent utiliser des grenades dangereuses et à la composition toujours inconnue, alors que de nombreux signes laissent penser que leur dangerosité est accrue. Tant pour la santé des civils que pour celle des militaires, il est indispensable que la transparence [soit faite sur ces armes](#).
- « *L'ordre républicain.* » L'expression est répétée quatre fois dans ce passage. Mais l'ordre républicain est un pur effet de style, qui n'a aucun contenu juridique précis (à la différence, par exemple, du concept d'« *État de droit* »). En fait, cette expression répétée comme une incantation

- a un rôle idéologique précis : faire accepter une politique « *d'ordre* », c'est-à-dire autoritaire et répressive, en l'habillant de la valeur positive que représente la République.
- La démarche idéologique de M. Macron apparaît encore mieux dans la phrase suivante : « *On n'unira pas le pays par l'inaction [face] à la tyrannie de certaines minorités, habituées à ce qu'on leur cède en refusant de transformer le pays. [Transformer le pays.] c'est le mandat pour lequel j'ai été élu.* » Les zadistes — comme les cheminots, les étudiants, les salariés des Ehad, les éboueurs, etc. — seraient des minorités qui exercent des tyrannies. L'inversion du langage est une ruse du pouvoir : le tyran accuse les rebelles de son propre vice. Quant à l'enjeu essentiel, il est de « *transformer le pays* » : en imposant sa façon de transformer le pays qui est, on le sait, le néolibéralisme à plein, et donc en refusant, en écrasant, en récusant toute possibilité alternative, coopérative, collective. Précisément ce que représente la Zad. Et c'est pourquoi il faut l'écraser. Par la force, par la tyrannie, par la brutalité. Les mensonges de M. Macron poussent au désordre, au rapport de forces, à l'affrontement. À la violence. Ce sont des mensonges sanglants.



MAIS AUSSI :

Sur la ZAD, les mensonges d'Emmanuel Macron

Par [Jade Lindgaard](#)

Le chef de l'État a menti à six reprises au sujet de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes lors de son entretien télé avec BFM et Mediapart dimanche soir. Voici de quoi rétablir quelques faits.

Pendant son [entretien](#) de bilan d'un an de présidence avec Jean-Jacques Bourdin et Edwy Plenel dimanche soir, Emmanuel Macron a prononcé plusieurs mensonges et contrevérités au sujet de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Si chacun·e est libre de se faire sa propre opinion sur ce sujet, le respect du débat public exige que ce soit sur la base d'une description exacte de la réalité. Voici de quoi rétablir quelques faits.

1) « *Nous avons rétabli l'ordre républicain : c'est-à-dire dégagé la route départementale et toute une partie autour de celle-ci, où il n'y avait*

aucun projet réel et uniquement des occupations illégales du domaine public. »

Oui, les gendarmes ont dégagé la RD 281, la route dite « des chicanes », fermée par le département après l'échec de l'opération « César » d'évacuation de la ZAD en 2012. À l'époque, pour signifier aux automobilistes que la voie est fermée à la circulation, les autorités font imprimer de profondes marques dans le bitume. La route se couvre de barricades un temps habitées (les planchettes, Lama fâché), de carcasses de voitures brûlées, de sculptures situs et de slogans insurrectionnels.



Après l'annonce de l'abandon de l'aéroport, l'État exige le nettoyage de la route, condition non négociable pour envisager que des

occupant·e·s de la ZAD puissent y rester. Mais pour certain·e·s, la libération de la route entraînerait inévitablement la fin de l'autonomie de la ZAD et sa normalisation. Ils s'affrontent à la majorité du mouvement d'occupation sur ce point, reconstruisent des obstacles et sabotent la route.

Le matin du 9 avril, le premier édifice que les gendarmes ont attaqué et démoli est la tour de bois, d'une dizaine de mètres de haut, construite en bordure de route par les habitants de « La Massacrée », campement héritier de l'ancien Lama fâché, délogé de la route. Ce site était ouvertement un lieu de résistance contre le retour de la zone sous la coupe de la puissance publique.

Mais quelques heures plus tard, ils ont aussi expulsé et détruit la ferme collective des Cent Noms, qui portait officiellement plusieurs projets agricoles, dont une bergerie et du maraîchage, et la Chèvrerie, où [des habitant·e·s défendaient l'idée de « projections »](#) pour l'avenir (comme des plantations de vergers par exemple) plutôt que de projets, et n'étaient pas opposé·e·s à l'idée de s'associer à des lieux en voie de régularisation. Contrairement à ce qu'a prétendu Emmanuel Macron dimanche soir, ces lieux regorgeaient de projets réels et motivés.

2) « *Pourquoi les gens qui étaient à la ferme des Cent Noms, depuis dix ans, ils n'ont jamais voulu créer une de ces formes-là ? Jamais.* »

Expulsée et démolie lundi 9 avril, la ferme collective des Cent Noms était l'un des lieux symboliques de l'avenir de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Les huit habitant·e·s de cette ferme collective créée au printemps 2013 faisaient partie des personnes prêtes à déposer des projets officiels et à se faire régulariser. Une bergerie, un projet de troupeau-école de moutons, un jardin maraîcher... Ils souhaitaient rester sur la ZAD, y développer des projets agricoles, mais refusaient de déposer un projet individuel afin de maintenir le cadre commun et solidaire de la zone, permettant de mutualiser les moyens et les idées, ainsi que d'éviter l'émiettement des terres. L'un des habitant·e·s était en contact avec la mutuelle agricole MSA pour préparer sa régularisation.

Contrairement à ce qu'affirme Emmanuel Macron, les Cent Noms n'existaient pas depuis dix ans mais depuis même pas cinq ans. Et comment auraient-ils pu se régulariser plus tôt

alors que le projet d'aéroport n'a été abandonné qu'en janvier 2018 ? Qui à la chambre d'agriculture aurait pris au sérieux des paysan-ne-s squatteur-e-s de la ZAD ? Personne, évidemment.

3) « Parce que les gens qui étaient là, ils étaient là contre un projet arrêté. Ils n'avaient plus de raisons d'être là. »

Emmanuel Macron fait semblant de ne pas voir que le mouvement d'occupation des 1 650 hectares de la ZAD ne s'opposait pas seulement à la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes mais est aussi un creuset radical d'alternatives au système capitaliste et à l'État. Cette commune rurale et insurgée a tissé mille liens avec les riverain-e-s, mobilisations locales et nationales, marchés bio du coin, militant-e-s syndica-les-ux.

S'y inventent d'infinies manières de produire ensemble mais pas pour vendre, de partir en émeutes et d'aimer planter une spirale de plantes aromatiques autour d'une cabane de soins, d'échapper aux normes bureaucratiques mais d'inventer des règles coutumières, de vivre la lutte tous les jours plutôt que diviser sa vie entre travail et militantisme, de couper du bois pour répondre à ses besoins et à ceux de la forêt, d'aimer résister et de faire sérieusement la fête ([voir ici notre reportage long format](#)). Ou alors cet autre rapport au monde l'effraie trop pour qu'il puisse le prendre en compte.

4) « Je vais avoir moi un projet alternatif, je vais aller m'installer dans votre salon ! Je sais une chose : occuper illégalement le domaine public, quand il n'y a plus aucune raison, ce n'est pas l'ordre républicain. »

Le fantasme de l'occupation du salon par de méchants zadistes malodorants et fumeurs de joints, c'est une des images préférées de l'extrême droite locale. Cette analogie est mensongère pour trois raisons :

– La ZAD n'est pas un salon dans le logement de quelqu'un-e mais un immense espace de 1 650 hectares composé de champs, forêt, étangs, routes, sentiers et... maisons. Ce n'est pas « chez quelqu'un-e » mais autour de chez beaucoup de monde.

– La ZAD n'appartient pas à une seule personne individuelle mais à l'État, qui en a concédé l'usage à AGO Vinci, fin 2011. Auparavant, près de la moitié de la zone avait été acquise par le département de Loire-Atlantique. À notre connaissance, l'État n'est pas une personne humaine bénéficiant du droit au logement.

– Si elle n'avait pas été occupée par une poignée, puis 200 à 300 personnes environ aujourd'hui, la ZAD aurait été détruite, recouverte par le goudron d'un gigantesque aéroport. Si le chef de l'État tient absolument à sa métaphore ménagère, il lui faudrait donc dire que c'est parce que « son salon » a été occupé par des zadistes, qu'il existe encore aujourd'hui.

Par ailleurs, interrogé sur le cadre individuel que l'État veut imposer aux zadistes alors qu'ils souhaitent garder un cadre collectif, et alors que des formes juridiques collectives existent (SCOP, SCIC...), Emmanuel Macron répond qu'elles « existent déjà » et que « nous portons ces

projets ». C'est une demi-vérité, et donc un demi-mensonge car en réalité les habitant-e-s de la ZAD souhaitent une forme collective de gestion des 300 hectares dont ils s'occupent actuellement. C'est ce que l'État leur refuse, rejetant ainsi leur volonté de créer une SCTL sur le modèle de la société de gestion des terres du Larzac. Pas de SCOP, ni de SCIC, ni de GAEC possible sur l'ensemble de ces 300 hectares, à ce stade. La puissance publique veut un nom, et un seul par projet déposé. C'est le cœur de la bataille en cours sur l'avenir de la ZAD.

5) « Il y a des gens qui ont une idée formidable, une idée fumeuse, ils payent pas les terres, se conforment à aucune règle, produisent du lait sans aucune règle... Les règles de santé publique, c'est pas les leurs, ils ont un projet alternatif, c'est formidable, on paye plus rien, il n'y a plus de règles. »

C'est le discours de la chambre d'agriculture : sur la ZAD aucune règle sanitaire ne serait respectée. C'est faux. Un boulanger vend son pain sur le marché de la commune de Blain, un maraîcher fait les marchés d'un autre village, les bêtes élevées sur la zone sont soignées. Les habitant-e-s ne respectent pas toutes les règles et normes, en contestent certaines – le puçage par exemple, pour certain-e-s d'entre eux – mais cela n'empêche pas que la production de céréales, lait, fromages, houblon, légumes, confitures... y est sérieusement encadrée depuis plusieurs années, en lien permanent avec les agriculteurs historiques du coin.

Une réunion avait eu lieu le 28 mars entre la direction départementale des territoires (DDTM) et des habitant-e-s de la ZAD afin de parler des 80 hectares de terre – sur 1 650 en tout – jugés conflictuels par l'État. Ils ont énuméré les projets agricoles et artisanaux envisagés pour les 300 hectares dont ils revendiquent l'usage : cultures céréalières, de pommes de terre, production laitière et transformation, et présenté un projet de fédération coopérative pour les regrouper en un même ensemble... Et listé les personnes morales qui en seraient chargées, selon un participant.

Les zadistes ont demandé un autre rendez-vous et s'étaient engagés à y présenter une liste écrite de projets. « Nous n'avons jamais refusé de nous nommer », insistent-ils. Aux Cent Noms, cette ferme collective détruite lundi par les gendarmes, les brebis étaient déclarées auprès de la Chambre d'agriculture, bouclées et pucées. Le vétérinaire était passé récemment pour l'examen de prophylaxie. Les représentant-e-s de l'État n'ont pas présenté de modèles de conventions d'occupation précaire (COP) individuelles à remplir aux zadistes.

Mardi 10 avril, un paysan de la ZAD, en voie d'installation et adhérent à la MSA, Wilhem, disait son désarroi : « On a cru au dialogue mais ils nous ont eus. On a été pendant dix ans sous la menace des expulsions. Quand on veut s'installer en agriculture, le parcours d'installation pilotée par la Chambre d'agriculture dure environ un an. Il faut s'engager sur 5 ans pour recevoir la dotation des Jeunes Agriculteurs. L'État ne nous laisse pas le temps de lancer les démarches de régularisation. C'est scandaleux. C'est une honte. »

La délégation des occupant-e-s avait également écrit une lettre à la MSA et prévu un rendez-vous avec des juristes pour étudier les formes juridiques de leurs futures activités : SCA, SCIC, fonds de dotation. Lundi 9 avril, jour du début de l'expulsion de la ZAD, ils déposaient plusieurs

statuts d'associations destinées à héberger leurs activités.

6) « Vous me parlez d'une colère, mais la colère de qui ? De gens qui, opposés à la construction d'un aéroport, bloquaient un endroit depuis des années et, alors que le projet a été abandonné, continuent à protester ? Je considère que cette colère n'est pas légitime et n'a rien à voir avec celle des cheminots. »

Pas de chance pour le président de la République : jeudi 12 avril lors d'une AG à Nanterre, des cheminots ont affirmé leur solidarité avec les zadistes, selon une participante qui en a fait part à Mediapart.

Plus globalement, depuis les manifestations contre la loi sur le travail en 2016, un collectif intersyndical contre l'aéroport a vu le jour ([voir ici notre reportage sur la manifestation du 1^{er} mai à Nantes en 2017](#)). Il réunit les unions départementales de Solidaires, la CNT, et de la CGT Travail-Emploi Fonction publique, de la CGT AGO, du collectif national des syndicats CGT de Vinci, de la CGT Caisse des dépôts et consignations et d'autres militant.es. Il dénonce les « fortes dégradations des conditions de travail » depuis la reprise de la concession de Nantes Atlantique par Vinci à cause d'un manque d'investissements et de ses conséquences : turnover, précarité, climat anxigène. À ses yeux, la construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes, au nord du département, serait une « délocalisation » imposée et se traduirait par des suppressions d'emploi, notamment à cause de l'automatisation de certaines tâches.

Tous ces militants affirment aussi vouloir défendre « les habitant.es de la ZAD qui vivent l'expérience d'un monde plus humain, plus libre » et « ont toute notre solidarité, car ce monde d'exploitation et d'aliénation qu'ils et elles combattent c'est aussi celui contre lequel nous luttons quotidiennement ». Fin 2016, alors qu'une expulsion de la zone semblait imminente, la CGT Vinci avait publiquement refusé de travailler « sur tout chantier en lien avec le projet de transfert de l'aéroport » et appelé les salariés à exercer leur droit de retrait.



**A Suivre...
La Presse en Revue**